



DECISION N° 2024-30

**Représentation de la Commune en Justice - Fixation
judiciaire de l'indemnité d'expropriation de
l'immeuble sis 10 rue de la Fusterie**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales relatifs aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux Adjointes et/ou Conseillers Municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire pour les matières énumérées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

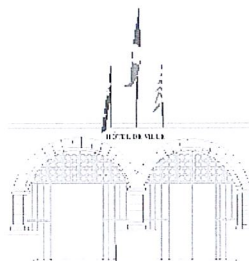
Vu l'arrêté du Maire en date du 9 novembre 2022 portant subdélégation de signature à Monsieur François DUSSAUBAT, Adjoint au Maire,

Vu la décision du Maire en date 15 mars 2020, attribuant à la SCP VIAL – PECH de LACLAUSE – ESCALE – KNOEPFFLER – HUOT – PIRET – JOUBES le lot n° 4 (Conseil juridique et représentation en justice et modes alternatifs de règlement des conflits en droit civil - droit pénal) du marché de prestations et services juridiques notifié le 17 mars 2020,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2020283-0001 du 9 octobre 2020 déclarant d'utilité publique le projet d'acquisition d'immeubles en vue de la dynamisation et du développement du commerce de la rue des Augustins et de ses abords immédiats,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2021154-0001 du 3 juin 2021 prescrivant l'ouverture de l'enquête parcellaire portant sur le projet déclaré d'utilité publique susvisé,

Vu l'inclusion du lot 1 de la copropriété sise 10 rue de la Fusterie dans le périmètre d'expropriation dudit projet,



Vu l'évaluation de France Domaine fixant l'offre d'indemnisation de ce bien à 122 000 €, répartie en une indemnité principale de 110 000 € et une indemnité de emploi de 12 000 €,

Considérant l'offre d'indemnisation adressée en recommandé avec accusé de réception à la Caisse d'Epargne Prévoyance Midi-Pyrénées, propriétaire du bien, le 06 Décembre 2022,

Considérant le refus de l'offre par courrier du Directeur juridique de la Caisse d'Epargne Prévoyance Midi-Pyrénées, M. Olivier FRESARD, adressé et réceptionné par la Ville le 30 Janvier 2023,

Considérant qu'il convient de saisir le juge de l'expropriation près du Tribunal judiciaire de PERPIGNAN pour fixation judiciaire de l'indemnité d'expropriation,

Considérant qu'il convient de mandater un avocat pour assister et représenter la ville de Perpignan lors de ladite procédure,

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : La SCP VIAL – PECH de LACLAUSE – ESCALE – KNOEPFFLER – HUOT – PIRET – JOUBES, cabinet d'avocats sis 14, boulevard Wilson à PERPIGNAN est chargée d'assister et de représenter la Ville de PERPIGNAN devant le juge de l'expropriation.

ARTICLE 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le **09 JAN. 2024**

ID Télétransmission : 066-216601369-20240109-184583-AV-1-1

Accusé reçu le : **09 JAN. 2024**

Affiché le : **09 JAN. 2024**

M. François DUSSAUBAT, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

